

Ottawa

Pièce 930, Édifice de la Confédération
Ottawa ON K1A 0A6
Tél. : 613-992-6030
Télec. : 613-995-7412



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Ottawa

Room 930, Confederation Building
Ottawa ON K1A 0A6
Tel.: 613-992-6030
Fax.: 613-995-7412

Circconscription

2572, rue East Hastings
Vancouver BC V5K1Z3
Tél. : 604-775-5800
Télec. : 604-775-5811

Jenny Kwan

Députée / Member of Parliament
Vancouver-Est / Vancouver East

Constituency

2572 East Hastings Street
Vancouver BC V5K 1Z3
Tel.: 604-775-5800
Fax.: 604-775-5811

22 août 2017

L'honorable Ahmed Hussen, C.P., député
365, avenue Laurier Ouest
Ottawa (Ontario) K1A 1L1

Monsieur le Ministre,

Je vous écris au sujet de la situation de plus en plus sérieuse des franchissements irréguliers de la frontière, et des incohérences troublantes entre ce qu'a dit votre gouvernement et la réalité sur le terrain pour les demandeurs d'asile et les communautés frontalières.

En réponse à la première tentative de Donald Trump d'imposer son interdiction de voyager discriminatoire, le premier ministre a écrit sur Twitter, le 28 janvier :

« À ceux qui fuient les persécutions, la terreur et la guerre, [je dis que] les Canadiens vous accueilleront, quelle que soit votre foi. La diversité est notre force. #Bienvenue au Canada. » [Traduction]

Ce gazouillis a trouvé un écho chez de nombreux Canadiens, qui ont été rassurés de savoir que le Canada demeurerait un symbole d'espoir pour ceux qui fuient la guerre et la persécution. J'admets que j'étais fière de notre premier ministre ce jour-là. Malheureusement, durant les semaines et les mois qui ont suivi, mes sentiments ont changé du tout au tout.

Nombreux sont ceux qui se demandent maintenant si le premier ministre voulait vraiment passer de la parole aux actes, ou s'il se satisfaisait plutôt de la forte augmentation de l'attention internationale et des louanges qui venaient avec celle-ci.



Jenny.Kwan@parl.gc.ca

Plus tôt ce mois-ci, vous avez découragé les demandeurs d'asile de franchir la frontière et avez affirmé que les États-Unis continuaient de représenter un pays sûr pour les réfugiés. Vous avez dit :

Nous croyons fermement que le système de demande d'asile des États-Unis est sûr, qu'il est doté de processus adéquats, de droits d'appel, et que chaque personne qui est aux États-Unis et qui a l'intention de se rendre au Canada pour y faire une demande d'asile devrait le faire aux États-Unis. [Traduction]

Nous sommes loin du message d'accueil que le premier ministre avait lancé seulement quelques mois auparavant. De plus, cela contredit la réalité des politiques anti-immigration mises en place par l'administration Trump, de même que les expériences vécues par de nombreuses personnes immigrantes vivant aux États-Unis.

De surcroît, les événements de la fin de semaine dernière à Charlottesville, en Virginie, qui ont mis au jour des mouvements anti-immigration et suprématistes blancs à un niveau jamais vu en Amérique du Nord depuis plus d'une génération, augmentent de façon indéniable l'insécurité pour les personnes de couleur, et remet davantage en question la notion simpliste selon laquelle les États-Unis demeurent une destination sûre pour les demandeurs d'asile.

À la lumière des événements organisés par des centaines de tenants de la suprématie blanche à Charlottesville et des politiques anti-immigration de l'administration Trump, je vous demande de revoir votre caractérisation des États-Unis comme un pays sûr pour les demandeurs d'asile.

Par ailleurs, la fin de semaine dernière, le premier ministre Trudeau avait un message pour les demandeurs d'asile qui envisageaient de traverser la frontière canadienne de façon irrégulière. Il a dit : « Si je pouvais m'adresser directement aux demandeurs d'asile, j'aimerais leur rappeler qu'il n'y a aucun avantage à le faire. » [Traduction]

Avec ce message récent, non seulement le premier ministre contredit son approche initiale de #Bienvenue au Canada, mais il se montre intentionnellement trompeur. En vertu de la soi-disant Entente sur les tiers pays sûrs, le Canada est forcé de refuser l'entrée aux demandeurs d'asile qui tentent de venir au pays en passant par les points d'entrée officiels. Cela laisse peu d'options aux demandeurs d'asile désespérés, et nombre d'entre eux ont l'impression qu'ils doivent prendre le risque de traverser la frontière entre les points d'entrée.

En vertu du droit international, une fois qu'ils ont traversé la frontière, le Canada doit les accepter et traiter leur demande d'asile. Si le premier ministre était sérieux à propos de la réduction des franchissements non autorisés de la frontière, et à plus forte raison du véritable accueil des réfugiés, il aurait déjà suspendu l'Entente sur les tiers pays sûrs.

Tandis que votre gouvernement a tenté de minimiser l'importance des augmentations, il est maintenant indéniable que les changements apportés aux politiques américaines ont donné lieu



à un afflux significatif de demandeurs d'asile qui quittent ou passent par les États-Unis en espérant trouver refuge au Canada.

En 2016, moins de 2 500 personnes ont été appréhendées par la GRC pour avoir traversé la frontière dans des circonstances irrégulières, dans l'espoir de présenter une demande d'asile au Canada. Au cours des sept premiers mois de 2017, il y en a eu 7 500. Un nombre important de demandeurs d'asile sont entrés au Québec, et les niveaux actuels atteignent approximativement 200 personnes par jour.

Le mois dernier, j'ai visité la communauté rurale d'Emerson, au Manitoba, où il y a également eu une hausse importante des interceptions à la frontière. En date du mois de juillet, le Manitoba avait connu 734 cas. En comparaison, il n'y avait eu que 375 demandes du statut de réfugié faites de l'intérieur pour toute l'année 2016.

La réponse de votre gouvernement : pas de ressources additionnelles pour les communautés frontalières. Avec si peu de planification, nous assistons maintenant à la mise en place de structures d'urgence et voyons des installations sportives utilisées comme abris temporaires.

Des organismes qui fournissent du soutien aux demandeurs d'asile ont vu leur charge de travail exploser. La Inland Refugee Society of BC (IRS-BC), par exemple, a vu son nombre de cas augmenter de 300 % et fait face à une sérieuse crise de financement.

La réponse de votre gouvernement : aucun financement pour les ONG comme IRS-BC, qui fournit du soutien direct aux demandeurs d'asile. Si aucune ressource n'est offerte à IRS-BC, elle sera forcée de fermer ses portes après 33 ans de services dans ma communauté.

L'augmentation massive des demandeurs d'asile met à rude épreuve le système canadien dans son ensemble, y compris les unités locales de la GRC et de l'ASFC, de même que la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada. Mon récent voyage à Emerson a illustré la frustration que vivent les officiers, et des rapports provenant du Québec indiquent que ceux-ci sont débordés.

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié est un mécanisme important au sein du système de réfugiés du Canada, et sans financement ou personnel adéquats, la crédibilité du système canadien en matière d'immigration et de réfugiés est mise en péril. La Commission accuse actuellement un retard de plus de 24 000 dossiers. L'incapacité à gérer l'augmentation des nouvelles demandes fait en sorte que ce retard augmente de 1 000 dossiers par mois. C'est tout simplement inacceptable.

La réponse de votre gouvernement : aucune augmentation des budgets de la GRC, de l'ASFC ou de la Commission afin de gérer les nombres de dossiers qui vont en augmentant.



Comme vous le savez, je soulève ces enjeux à la Chambre des communes, au Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, et dans les médias depuis maintenant huit mois. Il est incroyablement malheureux que les membres libéraux du Comité aient, à plusieurs occasions, voté contre le simple fait de débattre de ma motion visant à étudier les problèmes actuels de franchissements de la frontière.

Depuis des mois, le NPD et d'autres groupes indiquent que ces franchissements irréguliers sont dangereux et pourraient mettre des vies en péril. Ces avertissements ont été ignorés, et nous avons vu de multiples cas d'engelures sévères, ainsi que la mort tragique d'une femme de 57 ans en raison d'hypothermie.

Ces tragédies auraient pu être évitées et le stress mis sur les communautés frontalières aurait pu être diminué. Ce qui est requis ici, c'est de permettre aux demandeurs d'asile de franchir de façon sécuritaire et autorisée la frontière aux points d'entrée officiels. Toutefois, cela ne peut pas se faire tant que l'Entente sur les tiers pays sûrs est en vigueur.

La suspension de l'Entente permettrait aussi aux demandeurs d'asile de franchir la frontière en toute sécurité grâce à des points d'entrée dotés du personnel adéquat, où ils peuvent présenter leur demande, ce qui réduirait le stress mis sur le système.

Le NPD n'est pas le seul à lancer cet appel. L'Association canadienne des avocats et avocates en droit des réfugiés, Amnesty internationale, plus de 200 professeurs de droits canadiens, des étudiants en droit de partout au pays, le Conseil canadien pour les réfugiés et le programme de droit de l'immigration de l'Université Harvard sont tous parvenus à la même conclusion : les États-Unis ne peuvent plus être considérés comme un « tiers pays sûr » et l'Entente doit être suspendue.

Bien que les preuves soient incontestables et que les experts s'entendent, votre gouvernement a choisi de se mettre la tête dans le sable. Il échoue complètement à tenir sa promesse de prendre des décisions en se fondant sur des données probantes.

Je vais être bien claire : il est possible de gérer la situation. Toutefois, celle-ci est actuellement ignorée, et ce, volontairement. Continuer avec cette approche pourrait faire naître une crise. Étant donné la tendance à la rhétorique anti-immigration et anti-réfugié qui existe dans les pays développés, il importe de maintenir le plus haut degré de confiance publique envers le système d'immigration du Canada. Cela devrait être la priorité pour votre gouvernement afin de réduire le risque que ceux qui ont cette opinion prennent le dessus au Canada.

Monsieur Hussen, de la façon la plus résolue, je vous presse, vous et votre gouvernement, de prendre des mesures qui reflètent le message que vous avez exprimé il n'y a pas si longtemps. La présente situation requiert un véritable leadership. L'intégrité du système d'immigration du Canada et la confiance du public envers celui-ci dépendent du fait que le gouvernement fournira



le personnel et les ressources nécessaires pour remplir ses mandats. Cette situation ne peut plus être ignorée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération respectueuse.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jenny Kwan'.

Jenny Kwan, députée pour Vancouver-Est
Porte-parole du NPD en matière d'immigration, de réfugiés et de citoyenneté
Porte-parole du NPD en matière de multiculturalisme

